

Penser le monde d'après...

Qu'est-ce que cette crise nous apprend et que pourrions-nous en retenir ?¹

La crise du coronavirus a profondément perturbé notre mode de vie depuis ce mois de mars...

Quel regard le philosophe porte-t-il sur ces perturbations passées et présentes ?

Et surtout, sans être devin, comment envisager un avenir serein avec ce virus qui restera présent ?

1. Sur le plan formel, ce texte respecte les règles de la nouvelle orthographe.

Un réveil du politique

Tout d'abord, il faut souligner le caractère audacieux voire extraordinaire des décisions prises lors du confinement. Depuis plusieurs décennies, la politique tend à donner l'image d'une pratique de pure gestion, voire de simple soumission aux contraintes économiques. À tel point que l'on se dit parfois que le politique n'a plus d'importance. L'économie, semble-t-il, serait désormais le seul lieu décisif.

La décision de confinement nous dit le contraire : notre société peut encore prendre des décisions non pas en fonction de contraintes économiques, mais en fonction de la santé d'une population. C'est un geste politique fort ! Indépendamment des autres contraintes, le politique a décidé de donner une priorité absolue à la santé et au respect des personnes. L'Histoire dira si ce geste se justifiait. Mais il faut souligner d'emblée que c'est une bonne nouvelle de voir que, en 2020, le politique est capable de prendre une décision qui s'articule aux enjeux majeurs d'un vivre-ensemble plutôt qu'au respect de contraintes économiques.

Cependant, la gestion de la crise qui a suivi cette décision courageuse a rapidement montré les limites des politiques antérieures. La problématique des masques, par exemple, a mis en évidence la dépendance des pays occidentaux par rapport à quelques producteurs situés à l'autre bout du monde. Cela a jeté une lumière crue sur les limites d'une mondialisation mal pensée et d'une politique qui s'articulerait exclusivement au discours économique.

Une place centrale à la science

Deuxième observation : un geste fort comme celui-là n'est possible que s'il est justifié et argumenté par un discours suffisamment crédible pour recueillir l'adhésion de l'ensemble de la population. La science a été appelée à jouer ce rôle. Dès lors, elle a occupé une place considérable dans tout le processus auquel nous avons assisté. Sans le discours médical, omniprésent sur nos ondes, une telle décision aurait été impensable. Cela appelle quelques commentaires.

La place de la science dans une prise de décision politique n'est pas un phénomène neuf. Depuis plusieurs dizaines d'années, les politiques agricoles, énergétiques, de mobilité, etc. sont conçues par des experts qui proposent divers scénarios parmi lesquels les politiques font leur choix en fonction des valeurs qu'ils ou elles défendent.

Les experts montrent ce qui est techniquement possible, les politiques choisissent les solutions qui correspondent à leurs valeurs.

Le confinement auquel nous avons été contraints résulte néanmoins d'une décision un peu singulière en ceci qu'elle est apparue comme la seule solution possible en l'état particulier du système de santé belge en mars 2020. C'est le consensus scientifique à ce propos qui a conduit à des décisions aux implications sociétales si profondes. Lorsque les experts proposent plusieurs scénarios, les politiques peuvent choisir en fonction de leurs valeurs. Devant un scénario unique, en revanche, le politique perd toute marge de manœuvre. La singularité de la décision de confinement réside dans le consensus scientifique qui l'a rendue possible. Or, depuis la fin de la première phase de confinement, cette posture de consensus s'est largement modifiée. En conséquence, plusieurs orientations deviennent possibles pour la sortie du confinement et la marge de manœuvre du politique devient plus grande.

Partant, c'est l'image de la science et sa place dans la décision politique qui a été modifiée. La science médicale n'est pas seulement une démarche rigoureuse qui vise un consensus, mais également un processus dynamique qui progresse grâce aux débats entre pairs. La science à la fois comme discours de référence et comme lieu de débat, voilà une image paradoxale mais forte qui ressort de la crise.

Une liberté malmenée

Troisième observation : l'impact de la crise sanitaire sur notre liberté a été considérable. Le moins que l'on puisse dire est que cette crise a été liberticide ! Les mesures gouvernementales sont profondément invasives et touchent à notre vie la plus intime : nos relations avec nos parents, nos enfants et petits-enfants, nos amis, nos proches, nos collègues. Plus largement même, la spontanéité dans la vie sociale ou les rapports à la mort et au deuil ont été impactés. À maints égards, la limite entre la société dans laquelle nous avons dû vivre et celle décrite par les ouvrages de science-fiction les plus hallucinants s'est révélée bien mince. Qui aurait imaginé une société occidentale « masquée » comme on la connaît aujourd'hui ?

Chaque être humain présente une série de caractéristiques — époque, langue, milieu social, culture, psychologie... — qui déterminent profondément son comportement. Pourtant, chaque être humain dispose d'une certaine marge de manœuvre. Par le langage, l'humain se donne un système de significations et de valeurs à partir desquelles il organise son comportement. Dans les systèmes démocratiques, cette liberté, au niveau individuel, est garantie par la constitution. L'Etat garantit la liberté de vivre en fonction de ses convictions.

C'est un principe général qui connaît bien des restrictions. La vie sociale en effet implique des contraintes que l'on ne peut éviter — obligation scolaire, respect du code de la route, contributions... Elle s'inscrit donc dans une tension continue entre liberté individuelle et bon fonctionnement sociétal. Les contraintes liées à la vie sociale sont liées aux décisions politiques. Le droit joue donc un rôle essentiel de médiateur dans cette tension entre liberté individuelle et contrainte sociale. Mais le droit est insuffisant. Le système démocratique repose sur la présupposition que l'être humain, en tant qu'être de raison, est capable de comprendre la logique qui conduit à cette contrainte.

L'adhésion au fonctionnement social est un élément essentiel du bon fonctionnement d'une démocratie.

En ce sens, la communication gouvernementale remplit une double fonction : informer des mesures d'abord et, peut-être surtout, convaincre du bien-fondé de ces mesures. La référence à la solidarité est essentielle. Mais elle n'a de sens que si l'ensemble de la population est persuadé de la pertinence des mesures décidées. Plus une décision est invasive, plus il est important que sa pertinence soit bien comprise. C'est à cette condition qu'une véritable adhésion aux mesures prises pourra en assurer l'efficacité.

Des inégalités exacerbées

Quatrième observation : les inégalités présentes dans notre société ont été exacerbées par la crise. Le confinement a été pénible pour tout le monde. Mais il faut admettre qu'il y a des contextes moins pénibles que d'autres. Habiter au milieu d'un jardin arboré ou vivre à six dans un appartement conduit à des ressentis très distincts du confinement. Et la réponse sociétale, essentiellement marquée par la répression, est pour le moins profondément décevante, pour ne pas dire scandaleuse. La gestion de l'accès aux plages de la Côte belge a été sur ce point très significative.

Une autre inégalité de traitement flagrante concerne le sort réservé aux personnes âgées. Soulignons le caractère paradoxal de la situation : initialement, le confinement avait l'ambition d'être un acte de solidarité vis-à-vis des aînés, or il s'avère aujourd'hui que la plupart des victimes de la pandémie appartenaient à la cohorte des plus de quatre-vingts ans. Concrètement, dans le cadre du confinement, la politique menée dans les maisons de repos a indubitablement posé des problèmes énormes, qui appellent des processus évaluatifs rigoureux.

De même, la pandémie a montré les incohérences dans la reconnaissance sociétale dont jouissent les diverses professions. En effet, durant le confinement, la société a continué à fonctionner grâce à des professions qui demeurent pourtant peu valorisées dans notre système social et la société en général. Les soins de première ligne, par exemple, ont été pris en charge par des professions peu protégées et peu reconnues qui jouent cependant un rôle central. Les soins infirmiers sont confrontés à cette même logique, ainsi que les soignants et soignantes à domicile et toutes les professions à dominante relationnelle.

Sur le plan théorique, la recherche de l'égalité est une idée régulatrice de notre fonctionnement sociétal. Il faut bien reconnaître que la manière de traiter la pandémie a mis en lumière de grandes déficiences de notre système social sur ce point.

Une inventivité débordante

Le confinement a été l'occasion d'une inventivité sociale tout à fait remarquable. L'obligation du travail à distance a nécessité l'adoption (et souvent la création ex nihilo) de pratiques nouvelles et montré une capacité impressionnante d'adaptation et d'imagination tant individuelle que collective. Sur ce point les enseignantes et les enseignants ont été et sont encore aux premières loges, qui ont dû, du jour au lendemain, réorganiser leurs cours en fonction de contraintes extrêmes.

Il s'agit de prendre en compte, de manière critique, les nouveautés liées à ces pratiques. La généralisation des réunions à distance a montré à la fois leur côté pratique et leurs insuffisances sur le plan relationnel. De même, la pédagogie à distance, parfois portée aux nues, a montré également ses limites. Ces expériences nous invitent à un usage plus large du télétravail mais elles nous mettent également en garde contre la précipitation et le manque de réflexion préalable.

Une modernité plus modeste

Au niveau plus fondamental d'une conception de l'existence, la pandémie a mis à mal l'image que l'humain moderne a de lui-même. La modernité s'est constituée sur la pré-supposition d'un être humain sûr de lui, grâce à la science, grâce aux droits humains. La fin du 20ème siècle se caractérise même par une certaine arrogance de l'humain, dont certains, sans rire, visent à l'éternité. La pandémie n'a certes pas remis en cause les fondements de notre culture moderne, au contraire, elle a montré l'importance du discours scientifique et du respect des droits humains. D'ailleurs, la problématique de l'adhésion aux décisions politiques renvoie à cette rationalité présupposée de l'humain. Il n'en demeure pas moins que cette pandémie, en révélant notre fragilité, a également sévèrement « tempéré » les fantasmes d'une omnipotence de l'humain. Notre société reste donc bien moderne mais elle redécouvre que la modernité ne correspond pas à une toute puissance. Il y a de la grandeur à reconnaître ses limites. Nous allons devoir vivre avec le coronavirus. Nous allons devoir vivre avec cette conscience que notre société est vulnérable et est susceptible de devoir se défendre devant une autre épidémie.

Ce n'est pas une remise en question de la société moderne, c'est une manière plus modeste de vivre la modernité.

Au niveau plus personnel, certaines crispations sont liées à une obsession d'une société sans risque. C'est purement illusoire dans la mesure où les risques sont présents dans toute activité humaine : déplacements, alimentations, loisirs... Mais surtout, l'excès d'attention aux risques dans un domaine conduit bien souvent à des effets délétères dans d'autres domaines. Que l'on pense aux augmentations du taux de suicide, aux violences sur les enfants liées au confinement...

Il s'agit de se réconcilier avec cette vulnérabilité qui est une dimension fondamentale de la condition humaine. La modernité conduit à la maîtrise et la maîtrise est une dimension importante de la vie en société. La conscience des limites de cette maîtrise est une forme de sagesse qui conduit à plus de sérénité.

Le monde d'après

L'épisode de pandémie que nous sommes en train de vivre s'avère déjà riche d'enseignements. On ne peut envisager le « monde d'après » sans prendre en compte les éléments importants évoqués ci-dessus. Cela présuppose cependant une politique qui décide de ne pas simplement restaurer l'ancien état du monde. Cela présuppose également une politique qui décide de mettre au premier rang des priorités une autre problématique où la nature fait sentir à l'homme moderne les impasses de ses prétentions. Force est de constater que, fondamentalement, le rapport moderne à la nature ne prend pas en compte les limites de l'écosystème Terre. Pourtant, tant le réchauffement climatique que la dégradation de la biodiversité manifestent, de manière dramatique, le fait que l'écosystème Terre est un système fini et qu'il y va de la survie de l'humanité d'y être attentif. La transition écologique est incontournable. La vraie question est de savoir si l'humanité prendra à temps les mesures pour une gestion douce de cette transition.

Il est permis de rêver. Travaillons à un « monde d'après » qui s'inscrit dans une autre mondialisation, qui intègre les contraintes écologiques dans son organisation. Climatologie et écologie scientifique sont bien des disciplines appelées à influencer de manière décisive les politiques futures.

Le respect des droits humains et la visée d'une société plus égalitaire font partie des objectifs poursuivis par nos sociétés démocratiques. L'inventivité de l'humain est prodigieuse... Orienter le « monde d'après » vers une prise au sérieux des contraintes environnementales en s'appuyant sur la science tout en préservant les droits humains, voilà un défi qui engage l'avenir...

Utopie? L'ouvrage de Thomas More, publié à Louvain en 1516, inaugure un nouveau genre littéraire. L'idée est de décrire une société idéale, tout en sachant qu'il sera impossible d'y parvenir. C'est l'instauration d'une idée régulatrice à l'aune de laquelle évaluer chaque décision politique. La politique est l'art du possible. Inscrire l'art du possible dans une visée utopique donne à l'action politique sa véritable portée historique.

La modernité modeste, c'est le travail de la raison qui se met au service de l'humanité, de toute l'humanité, avec la conscience d'une tâche infinie... Tâche infinie mais non vaine... Notre monde ne sera jamais parfait. Il nous appartient pourtant de l'améliorer. C'est notre condition d'humain aux possibilités limitées. C'est notre responsabilité. C'est notre grandeur.



Bernard Feltz
Président du PO
de HELMo depuis 2020²
→ bernard.feltz@uclouvain.be